

présent acte, pourront être citées sous les numéros qui leur sont assignés, et auront en général la même force ou application que "l'acte des élections contestées de Québec, 1875."

Causes pendantes.

5. Les clauses 128*a*, 128*b*, et 128*c* ajoutées par la section 3 du présent acte, ne s'appliqueront pas aux contestations pendantes.

Acte en force.

6. Le présent acte deviendra en force le jour de sa sanction.

C A P. X V .

Acte pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique.

[Sanctionné le 24 décembre 1875.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

I. DU SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

31 V., c. 10
abrogé.

Surintendant.

1. L'acte de cette province 31 Vict., ch. 10, est abrogé ; et le département de l'instruction publique est remis à la charge d'un surintendant.

Nomination.
Salaire.
Cautionnement.

2. Le surintendant de l'instruction publique sera nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, tiendra sa charge durant bon plaisir, aura un salaire annuel de quatre mille piastres, et donnera un cautionnement conformément à l'acte 32 Vict., ch. 9, de cette province.

Pouvoirs.

3. Le surintendant de l'instruction publique aura tous les pouvoirs, attributions, droits et obligations conférés ou imposés par la loi au surintendant de l'éducation, lors de la passation de cet acte.

Pouvoirs.

4. Il exercera en outre toutes les attributions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de lui conférer concernant :

1. La création ou l'encouragement des sociétés artistiques, littéraires ou scientifiques ;

2. L'établissement de bibliothèques, musées ou galeries de peintures, par ces sociétés, par le gouvernement ou par des institutions recevant une subvention du gouvernement ;

3. L'encouragement de concours et d'examens, et la distribution de diplômes, médailles ou autres marques de distinction pour des travaux artistiques, littéraires ou scientifiques ;

4. L'établissement d'écoles d'adultes et l'instruction des ouvriers et artisans ;

5. Tout ce qui en général a rapport au patronage et à l'encouragement des arts, des lettres et des sciences ;

6. Et la distribution des fonds mis à sa disposition par la législature pour chacune de ces fins.

5. Le surintendant de l'instruction publique recueillera et publiera des statistiques et des renseignements sur toutes les institutions d'éducation, bibliothèques publiques, sociétés artistiques, littéraires et scientifiques, et en général sur tout ce qui a rapport au mouvement littéraire et intellectuel.

Publication
des statistiques
et informa-
tions.

6. Chaque année le surintendant préparera, d'après les directions du conseil de l'instruction publique ou de ses comités selon le cas, l'état détaillé des sommes requises pour l'instruction publique et le soumettra au gouvernement.

Budget de
l'instruction
publique.

7. Le surintendant de l'instruction publique, dans l'exercice de chacune de ses attributions, devra se conformer aux directions du conseil de l'instruction publique, ou à celles du comité catholique romain ou du comité protestant, selon le cas, conformément à la section 16 de cet acte.

Surintendant
agit d'après les
directions du
conseil ou des
comités.

8. Il pourra être nommé deux secrétaires du département de l'instruction publique, et tous autres officiers qui seront requis pour l'administration des lois sur l'instruction publique.

Secrétaires et
officiers.

9. Tout document, qu'il soit original ou copie, signé par un secrétaire ou un assistant-secrétaire du département de l'instruction publique, sera authentique et fera preuve de son contenu sans qu'il soit besoin de prouver la signature.

Authenticité
des documents
signés.

10. Le département de l'instruction publique fera partie du service civil de la province ; et le lieutenant-gouverneur en conseil désignera quels fonctionnaires de ce département seront membres du bureau d'examineurs pour le service civil.

Département
fait partie du
service civil.

La section 4 de l'acte de cette province, 31 Vict., ch. 8, 31 V., c. 8, s. 4, est abrogée.

abrogée.

II. DU CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Partie catholique du conseil.

11. Après la mise en force du présent acte, la partie catholique romaine du conseil de l'instruction publique sera composée des évêques (ordinaires) ou administrateurs de chacun des diocèses catholiques romains compris en tout ou en partie dans la province, lesquels en feront partie de droit, et d'un égal nombre d'autres personnes catholiques romaines qui seront nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Délégué.

Chaque tel évêque ou administrateur, s'il ne peut assister aux séances du conseil ou à celles du comité dont il fait partie, par maladie ou absence de la province, pourra s'y faire représenter par un délégué, lequel aura tous les droits de celui qui l'aura nommé.

Partie protestante.

12. La partie protestante du conseil de l'instruction publique sera composée et nommée tel que pourvu par la section première du chapitre 16 de la 32^{ème} Victoria.

Idem.

13. Chaque fois que le nombre des membres catholiques romains à la nomination du lieutenant-gouverneur en conseil sera augmenté au delà de sept, le nombre des membres protestants de ce conseil sera augmenté dans la même proportion et de la même manière.

Surintendant fait partie du conseil et des comités.

14. Le surintendant sera *ex officio* président du conseil de l'instruction publique.

Il sera aussi *ex officio* membre de chacun des comités du conseil de l'instruction publique, mais il n'aura droit de vote que dans le comité de la religion à laquelle il appartient.

Son vote.

Personnes adjointes au comité protestant.

15. Les membres du comité protestant pourront s'adjoindre cinq personnes pour les aider dans le travail de leur comité.

Ces personnes ne feront point partie du conseil de l'instruction publique ; mais elles auront dans le comité protestant les mêmes pouvoirs que les membres de tel comité protestant.

Juridiction exclusive des comités.

16. Tout ce qui, dans les attributions du conseil de l'instruction publique, concerne spécialement les écoles et l'instruction publique en général des catholiques romains, sera de la juridiction exclusive du comité catholique romain de ce conseil.

De même tout ce qui dans ces attributions concerne spécialement les écoles et l'instruction publique en général des protestants, sera de la juridiction exclusive du comité protestant.

17. Chacun de ces comités pourra recevoir par don, legs Dons, legs, aux comités. ou autrement à titre gratuit, des sommes d'argent ou autres valeurs, et en disposera à sa discrétion pour les fins de l'instruction.

Chaque tel comité aura, à l'égard des biens ainsi acquis, tous les pouvoirs d'un corps politique et incorporé.

18. Si quelqu'un a fait un legs, au conseil de l'instruction Idem. publique sans déterminer le comité auquel il le destinait, le legs appartiendra au comité de la religion à laquelle appartenait le testateur, lors de son décès.

Si le testateur n'appartenait ni à la religion catholique romaine, ni à la religion protestante, le legs sera partagé entre les deux comités d'après les populations catholique romaine et protestante de la province.

19. Les sommes d'argent qui auront été accordées aux catholiques romains ou aux protestants, pour les fins de l'instruction publique, ou toute partie de ces sommes, qui n'auront pas été dépensées, resteront au crédit et à la disposition du comité qui en avait le contrôle. Excédant des sommes votées.

20. Chacun de ces comités aura ses séances ou assemblées distinctes dont il pourra fixer l'époque et le nombre, établira son quorum, règlera le mode de procéder à ses assemblées, et nommera son président et son secrétaire, révocables à volonté. Séances de chaque comité.

21. Le président de chaque comité aura, sur toute question, en cas d'égalité de voix, un second vote ou vote prépondérant. Son président.

22. Des assemblées spéciales de chacun de ces comités pourront être convoquées par le président ou par le surintendant de l'instruction publique, par un avis donné au moins huit jours à l'avance. Assemblées spéciales.

Si deux membres ou plus d'un comité demandent par écrit, au surintendant ou au président de leur comité respectif, de convoquer une assemblée spéciale de ce comité, il sera du devoir du surintendant ou du président de la convoquer en la manière prescrite par la disposition précédente.

23. Les inspecteurs d'écoles, les professeurs, directeurs et principaux des écoles normales, les secrétaires, les membres des bureaux d'examineurs, seront nommés ou destitués par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du comité du conseil de l'instruction publique catholique romain ou protestant, selon que ces nominations ou destitutions concernent les écoles catholiques romaines ou les écoles protestantes. Nomination des inspecteurs, principaux, professeurs, secrétaires, etc.

Appel des déc.
du surinten-
dant, aux co-
mités.

24. Il y aura appel au comité du conseil de l'instruction publique qu'il appartient, de toute décision ou action prise par le surintendant de l'instruction publique, ou par toute personne qui en remplira les fonctions par délégation ou autrement.

Abrogation.

25. Toute disposition d'acte ou de loi, incompatible avec le présent acte, est abrogée.

Acte en force.

26. Le présent acte viendra en force le premier de février prochain.

C A P . X V I .

Acte pour amender les lois concernant l'éducation en cette province, quant aux écoles de la cité de Montréal.

[Sanctionné le 24 décembre 1875.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

\$25,000 par an
réservées pour
maisons d'é-
cole.

1. Les commissaires d'écoles catholiques romains, et les commissaires d'écoles protestants, de la cité de Montréal, nonobstant toute disposition à ce contraire contenue dans la trente-cinquième section de l'acte trente-deux Victoria, chapitre seize, y compris les montants qu'ils sont autorisés à mettre de côté par la section troisième de l'acte trente-quatre Victoria chapitre douze, et de la section deuxième de l'acte trente-six Victoria, chapitre trente-trois, pourront respectivement mettre de côté une partie de leurs revenus n'excédant pas la somme de vingt-cinq mille piastres par année, pour acquérir des biens-fonds et pour construire des maisons d'écoles dans la dite cité.

Débitures.

Et toutes les débitures que les dits commissaires émettront à l'avenir pour l'emprunt d'aucune somme d'argent pour l'achat de terrains et la construction de maisons d'écoles, dans la dite cité, pourront être faites rachetables dans un délai n'excédant pas trente années qui suivront l'époque de leur émission, et non après, et la dite trente-cinquième section du dit chapitre seize de l'acte trente-deux Victoria et la 3ème section de l'acte 34 Vict. chap. 12 et la 2de section de l'acte 36 Victoria chap. 33 sont en conséquence par le présent amendées.

32 V., c. 16, s.
35; 34 V., c. 12,
s. 3, et 36 V.,
c. 33, s. 2,
amendées.

Secrétaire et
trésorier ; sa-
laires.

2. Les dits commissaires d'écoles catholiques romains et les dits commissaires d'écoles protestants, de la cité de Montréal, pourront à l'avenir fixer et déterminer le salaire de leur secrétaire trésorier, nonobstant toutes dispositions à ce contraires ; et ils pourront aussi nommer un secrétaire et un trésorier séparément, et fixer et déterminer leur salaire.